

COURT OF APPEAL OF
NEW BRUNSWICK



COUR D'APPEL DU
NOUVEAU-BRUNSWICK

60/07/CA

ALLAIN J. PAQUET

APPELLANT

- and -

HER MAJESTY THE QUEEN

RESPONDENT

Paquet v. R., 2008 NBCA 29

CORAM:

The Honourable Justice Larlee
The Honourable Justice Deschênes
The Honourable Justice Richard

Appeal from a decision
of the Court of Queen's Bench:
March 30, 2007

History of Case:

Decision under appeal:
2007 NBQB 118

Preliminary or incidental proceedings:
N/A

Appeal heard:
January 22, 2008

Judgment rendered:
March 27, 2008

Reasons for judgment by:
The Honourable Justice Deschênes

Concurred in by:
The Honourable Justice Larlee
The Honourable Justice Richard

ALLAIN J. PAQUET

APPELANT

- et -

SA MAJESTÉ LA REINE

INTIMÉE

Paquet c. R., 2008 NBCA 29

CORAM :

L'honorable juge Larlee
L'honorable juge Deschênes
L'honorable juge Richard

Appel d'une décision
de la Cour du Banc de la Reine :
Le 30 mars 2007

Historique de la cause :

Décision frappée d'appel :
2007 NBBR 118

Procédures préliminaires ou accessoires :
S/O

Appel entendu :
Le 22 janvier 2008

Jugement rendu :
Le 27 mars 2008

Motifs de jugement :
L'honorable juge Deschênes

Souscrivent aux motifs :
L'honorable juge Larlee
L'honorable juge Richard

Counsel at hearing:

Avocats à l'audience :

For the appellant:
Lyne Raymond

Pour l'appelant :
Lyne Raymond

For the respondent:
François T. Doucet

Pour l'intimée :
François T. Doucet

THE COURT

LA COUR

The application for leave to appeal is allowed, but the appeal is dismissed.

La demande en autorisation d'appel est accueillie, mais l'appel est rejeté.

Le jugement de la Cour rendu par

LE JUGE DESCHÊNES

[1] Dans une décision publiée au volume (2007), 317 R.N.-B. (2^e) 272, 2007 A.N.-B. n^o 113 (QL), 2007 NBBR 118, une juge de la Cour du Banc de la Reine, qui siégeait comme juge d'appel des poursuites sommaires (la juge d'appel), a rejeté l'appel interjeté par Allain J. Paquet de sa déclaration de culpabilité pour avoir conduit un véhicule à moteur le 24 août 2002, lorsque son alcoolémie dépassait 80 milligrammes d'alcool par 100 millilitres de sang, infraction énoncée à l'alinéa 253b) du *Code criminel*, L.R.C. 1985, ch. C-46. M. Paquet demande l'autorisation d'interjeter appel de cette décision en vertu du par. 839(1) du *Code criminel*. Il invoque quatre moyens d'appel, dont deux se rapportent au même sujet :

- a) La Cour a erré en droit en déterminant que le gendarme Yanick Soucy avait des motifs raisonnables de croire que l'accusé était en train de commettre une infraction à l'article 253 du [*Code criminel*] et ainsi ordonner à l'accusé de lui fournir un échantillon d'haleine.
- b) La Cour a erré en droit en déterminant qu'il était acquis au Nouveau-Brunswick que le [m]inistre de la Sécurité publique faisait office de [s]olliciteur général pour la province du Nouveau-Brunswick.
- c) La Cour a erré en droit en déterminant que le ministre de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick avait le pouvoir de désigner des personnes à titre de technicien qualifié en vertu du paragraphe 254(1) du [*Code criminel*] pour manipuler des alcootests approuvés.
- d) La Cour a erré en droit en déterminant que l'accusé n'a pas démontré de preuve au contraire nécessaire pour contrer les présomptions d'identité et d'exactitude établies par les alinéas 258(1)c), d.1) et g) du [*Code criminel*].

[2] Quant aux moyens d'appel a) et d), nous estimons qu'ils sont sans fondement, principalement pour les raisons invoquées par la juge d'appel.

[3] Quant aux moyens d'appel b) et c), il suffira de souligner que le certificat du technicien qualifié préparé par le gendarme LeBlanc pour faire preuve des taux d'alcoolémie de l'appelant en août 2002 démontre que la désignation du technicien en mars 2002 a été signée par la ministre de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick. Par contre, un technicien qualifié en vertu du par. 254(1) du *Code criminel* ne peut être autre qu'une « personne désignée par le procureur général comme étant qualifiée pour manipuler un alcootest approuvé ». Le *procureur général* est défini à l'art. 2 du *Code criminel* comme « le procureur général ou le solliciteur général de la province où ces poursuites sont intentées ou ces procédures engagées ou leur substitut légitime ».

[4] L'appelant fait valoir que la désignation du gendarme LeBlanc par la ministre de la Sécurité publique n'a aucune validité, et que le certificat du technicien est ainsi inadmissible en preuve puisque la désignation de ce dernier à titre de technicien qualifié ne relève ni du procureur général, ni du solliciteur général de la province du Nouveau-Brunswick, tel que prévu au par. 254(1) du *Code*.

[5] Pourtant, la *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif*, L.N.-B. 2004, ch. 32, promulguée le 15 juillet 2004, prévoit essentiellement que le ministre de la Sécurité publique est également solliciteur général, que les renvois au solliciteur général dans une loi du Parlement du Canada doivent s'entendre comme des renvois au ministre de la Sécurité publique, et que tout acte accompli par ce dernier dans l'exécution de toute fonction ou responsabilité transmise ou conférée en cette qualité relativement à toute loi du Parlement du Canada est réputé constituer un exercice valide de cette fonction ou responsabilité transmise ou conférée au ministre de la Sécurité publique en sa qualité de solliciteur général. Finalement, cette *Loi* est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2000 (voir l'annexe « A » pour la reproduction intégrale de la *Loi*).

[6] Par rapport à ce point précis, je partage l'opinion de la juge d'appel qui écrivait ce qui suit :

¶ 70 Je passe maintenant à l'argument que l'article 1 de la *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif*, L.N.-B. 2004

dans laquelle le « ministre de la sécurité publique » devient également « solliciteur général » démontre que, pour la période de quatre ans, soit entre le 1^{er} avril 2000 et le 15 juillet 2004, il n'y avait personne faisant office de solliciteur général dans la province du Nouveau-Brunswick.

¶ 71 Il n'y a pas eu de preuve présentée, en ce qui a trait aux motifs pour lesquels les législateurs ont promulgué cette disposition. L'appelant affirme qu'il est suspect, que la province du Nouveau-Brunswick ait décidé de modifier la définition du ministre de la Sécurité publique sans incitatifs, sauf l'argument que l'appelant avait présenté dans le cas présent.

¶ 72 Je souligne que M. Paquet a présenté l'argument, en ce qui a trait à la validité de la désignation, le 2 mars 2004. La décision du juge de la Cour provinciale à ce sujet fut rendue le 26 juillet 2004, c'est-à-dire onze jours après la proclamation de la modification. Bien que le jugement du juge de première instance ne contienne aucun renvoi à cette loi, il devait en prendre connaissance d'office. En fait, la question à savoir qu'est-ce que signifie cette modification, fut soulevée pour la première fois lors de l'audition de cet appel.

¶ 73 À mon avis, il serait aussi possible de conclure que le but des législateurs, en promulguant cette modification, était de clarifier tout doute relatif à l'étendue des fonctions du ministre de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick. Ils auraient agi par surabondance de prudence, en déclarant expressément qu'au Nouveau-Brunswick, le ministre de la Sécurité publique faisait également office de solliciteur général.

¶ 74 Je suis aussi d'avis que le paragraphe 2(1) tel que modifié peut être considéré comme une disposition, non pas de fond, mais de nature procédurale, de manière à entraîner une interprétation rétroactive. En raison de l'article 5, cette distinction perd toutefois son importance. Ce dernier pourvoit que l'article 1, modifiant le paragraphe 2(1), a un effet rétroactif. Une telle disposition constitue une exception aux principes de rétroactivité, qui présume que toute législation n'opère pas rétroactivement. (Gisèle Côté-Harper, Antoine d. Manganas et Jean Turgeon, *Droit*

Pénel Canadien, 3^e édition, Cowansville (QC), Yvon Blais, 1989 à la p. 69).

¶ 75 En raison de ceci, l'interprétation qui fut accordée au paragraphe 2(10), est moins significative, compte tenu de l'article 1 modifiant clairement le paragraphe 2(1), à l'effet qu'un ministre de la Sécurité publique est également solliciteur général et cela depuis le 1^{er} avril 2000.

[7] Mise à part la promulgation de cette *Loi* en juillet 2004, je crois utile d'ajouter qu'en 2000, le solliciteur général de la province du Nouveau-Brunswick a effectivement été remplacé par le ministre de la Sécurité publique par une modification de la *Loi sur le Conseil exécutif*, L.R.N.-B. 1973, ch. E-12. L'article 1 de la *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif*, L.N.-B. 2000, ch. 26, nomme un ministre de la Sécurité publique sans mentionner le solliciteur général parmi les membres du conseil exécutif. Par ailleurs, le par. 2(10) de la même *Loi* prévoit que les renvois au solliciteur général dans une loi, un règlement, une règle, un décret, un arrêté, un accord ou un autre instrument ou document doivent s'entendre comme des renvois au ministre de la Sécurité publique (voir annexe «B»).

[8] Selon moi, le législateur, par le biais du paragraphe 2(10) susmentionné, a sans conteste voulu investir le ministre de la Sécurité publique des pouvoirs et des responsabilités qui relevaient auparavant du solliciteur général de la province. Par conséquent, on peut affirmer que, dès lors, le ministre de la Sécurité publique faisait également office de solliciteur général aux fins du par. 254(1) du *Code criminel*, malgré un changement de nom. Sur ce point précis, je fais miens les propos de la Cour d'appel de l'Ontario dans l'affaire *R. c. Spanos*, [2007] O.J. No. 1197 (QL), 2007 ONCA 241, que je me permets de reprendre en partie seulement :

[TRADUCTION]

¶7 Le législateur a délégué aux procureurs généraux et aux solliciteurs généraux des provinces le pouvoir de désigner les techniciens qualifiés en vertu du par. 254(1) du *Code criminel*. Le *Code* ne précise pas quel officiel a la charge de solliciteur général; il faut plutôt, pour ce faire, se reporter à la loi provinciale appropriée. [...]

¶8 [...] Le décret qui transférait les pouvoirs du solliciteur général au ministre de la Sûreté et de la Sécurité publique et les lui conférait n'a fait que changer le titre de l'officiel chargé de s'acquitter des fonctions de solliciteur général. Essentiellement, depuis ce décret, le Ministre a été et est encore solliciteur général aux fins du par. 254(1) du *Code criminel*.

¶9 Cette interprétation s'accorde non seulement avec les dispositions des lois d'interprétation fédérale et provinciales, mais aussi avec les principes généraux qui s'appliquent à l'interprétation législative, et avec le bon sens. L'interprétation préconisée par l'appelant aboutit au résultat absurde selon lequel la personne chargée de s'acquitter des fonctions de solliciteur général serait inhabile à le faire simplement parce qu'elle n'a pas ce titre.

[9] De toute évidence, le transfert des responsabilités et pouvoirs du solliciteur général en faveur du ministre de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick, et le changement de nom qui s'imposait, se sont effectués par les modifications législatives susmentionnées, mais les principes énoncés dans *Spanos* n'en demeurent pas moins applicables en l'espèce.

[10] Pour ces motifs, j'accueillerais la demande en autorisation d'appel, mais je rejetterais l'appel.

APPENDIX "A" / ANNEXE « A »

The *Executive Council Act*, R.S.N.B. 1973, amended by S.N.B. 2004, c. 32, proclaimed on July 15, 2004:

CHAPTER 32 An Act to Amend the Executive Council Act

Assented to June 30, 2004

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

1 Subsection 2(1) of the *Executive Council Act*, chapter E-12 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out "a Minister of Public Safety" and substituting "a Minister of Public Safety who shall also be Solicitor General".

Transitional Provisions

2 Where in any Act of the Legislature, other than this Act, or any Act of the Parliament of Canada or in any regulation, statutory instrument, rule, order, by-law, agreement or other instrument or document, reference is made to the Solicitor General, Deputy Solicitor General or the Department of the Solicitor General in relation to the Province of New Brunswick, it shall be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the Minister of Public Safety in his or [her] capacity as Solicitor General, the Deputy Minister of Public Safety in his or her capacity as Deputy Solicitor General or the Department of Public Safety in its role as the Department of the Solicitor General.

3(1) Any act or thing done from April 1, 2000, to the date of the enactment of this section, inclusive, by the Minister of Public Safety in his or her capacity as Solicitor General and in the exercise or

La *Loi sur le Conseil exécutif*, L.R.N.-B. 1973, mod. par L.N.-B. 2004, ch. 32, proclamée le 15 juillet 2004 :

CHAPITRE 32 Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif

Sanctionnée le 30 juin 2004

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète :

1 Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur le Conseil exécutif*, chapitre E-12 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression de « un ministre de la Sécurité publique » et son remplacement par « un ministre de la Sécurité publique qui est également solliciteur général ».

Dispositions transitoires

2 Sauf indication contraire du contexte, les renvois au solliciteur général, au solliciteur général adjoint ou sous-solliciteur général ou au ministère du Solliciteur général relativement à la province du Nouveau-Brunswick dans une loi de la Législature, autre que la présente loi, ou dans une loi du Parlement du Canada ou dans un règlement, un texte réglementaire, une règle, un décret, un arrêté, un accord ou un autre instrument ou document doivent s'entendre comme des renvois au ministre de la Sécurité publique en sa qualité de solliciteur général, au sous-ministre de la Sécurité publique en sa qualité de solliciteur général adjoint ou sous-solliciteur général, ou au ministère de la Sécurité publique dans son rôle de ministère du Solliciteur général.

3(1) Tout acte ou toute chose accompli entre le 1^{er} avril 2000 et la date d'édition du présent article inclusivement par le ministre de la Sécurité publique en sa qualité de

performance or intended exercise or performance of any right, power, duty, function, responsibility or authority transferred to, vested in or imposed on him or her in that capacity with respect to any Act of the Legislature or the Parliament of Canada, or any particular matter or thing under his or her administration, supervision or control

(a) shall be deemed to have been done by a person validly appointed to perform the right, power, duty, function, responsibility or authority transferred to, vested in or imposed on the Minister of Public Safety in his or her capacity as Solicitor General,

(b) shall be deemed to constitute a valid exercise or performance of the right, power, duty, function, responsibility or authority transferred to, vested in or imposed on the Minister of Public Safety in his or her capacity as Solicitor General, and

(c) is confirmed and ratified.

3(2) Nothing in paragraphs (1)(a) and (b) shall be taken as providing any indication that any right, power, duty, function, responsibility or authority transferred to, vested in or imposed on the Minister of Public Safety in his or her capacity as Solicitor General was not validly exercised or performed by him or her.

4 No action, application or any other proceeding to question or in which is questioned the validity of the appointment of the Minister of Public Safety or his or [her] authority to act in his or her capacity as Solicitor General, shall lie or be instituted against the Crown in right of the Province or the Minister of Public Safety with respect to any act or thing done from April 1, 2000, to the date of the enactment of this section, inclusive, by that Minister in the exercise or performance or

solliciteur général et dans l'exécution ou l'exercice réel ou présumé de tout droit, tout pouvoir, toute obligation, toute fonction, toute responsabilité ou toute autorité qui lui a été transmis, conféré ou imposé en cette qualité relativement à toute loi de la Législature ou du Parlement du Canada ou à toute matière ou chose particulière sous son administration, sa surveillance ou son contrôle

a) est réputé avoir été accompli par une personne nommée valablement pour exécuter le droit, le pouvoir, l'obligation, la fonction, la responsabilité ou l'autorité transmis, conféré ou imposé au ministre de la Sécurité publique en sa qualité de solliciteur général,

b) est réputé constituer un exercice ou une exécution valide du droit, du pouvoir, de l'obligation, de la fonction, de la responsabilité ou de l'autorité transmis, conféré ou imposé au ministre de la Sécurité publique en sa qualité de solliciteur général, et

c) est confirmé et ratifié.

3(2) Rien aux alinéas (1)a) et b) ne peut être interprété comme une indication qu'un droit, un pouvoir, une obligation, une fonction, une responsabilité ou une autorité qui a été transmis, conféré ou imposé au ministre de la Sécurité publique en sa qualité de solliciteur général n'a pas été exercé ou exécuté valablement par lui.

4 Sont irrecevables les actions, requêtes ou autres instances mettant en question ou dans lesquelles sont contestées soit la validité de la nomination du ministre de la Sécurité publique ou son autorité pour agir en qualité de solliciteur général, introduites contre la Couronne du chef de la province ou le ministre de la Sécurité publique, relativement à tout acte ou toute chose accompli par ce ministre entre le 1^{er} avril 2000 et la date d'édition du présent article

intended exercise or performance of any right, power, duty, function, responsibility or authority transferred to, vested in or imposed on him or her in his or her capacity as Solicitor General with respect to any Act of the Legislature or the Parliament of Canada, or any particular matter or thing under his or her administration, supervision or control if he or she acted in good faith in doing the act or thing.

Deeming Provision

5 This Act shall be deemed to have come into force on April 1, 2000.

Commencement

6 This Act comes into force on a day to be fixed by proclamation.

inclusivement dans l'exécution ou l'exercice réel ou présumé de tout droit, tout pouvoir, toute obligation, toute fonction, toute responsabilité ou toute autorité qui lui a été transmis, conféré ou imposé en sa qualité de solliciteur général relativement à toute loi de la Législature ou du Parlement du Canada, ou à toute matière ou chose particulière sous son administration, sa surveillance ou son contrôle s'il a agi de bonne foi en accomplissant l'acte ou la chose.

Présomption

5 La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2000.

Entrée en vigueur

6 La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

APPENDIX “B” / ANNEXE « B »

The *Executive Council Act*, R.S.N.B. 1973, s. 2(1), as amended by S.N.B. 2000, c. 26, s. 1:

2(1) The Lieutenant-Governor may appoint, under the Great Seal of the Province, from among the members of the Executive Council the following Ministers who shall hold office during pleasure: a President of the Executive Council, an Attorney General who shall also be the Minister of Justice, a Minister of Public Safety, a Minister of Finance, a Minister of Supply and Services, a Minister of Transportation, a Minister of Natural Resources and Energy, a Minister of Agriculture, Fisheries and Aquaculture, a Minister of Health and Wellness, a Minister of Family and Community Services, a Minister of Training and Employment Development, a Minister of Education, a Minister of the Environment and Local Government, a Minister of Business New Brunswick, a Minister of Investment and Exports and a Minister of Intergovernmental Affairs.

La *Loi sur le Conseil exécutif*, L.R.N.-B. 1973, par. 2(1), mod. par L.N.-B. 2000, ch. 26, art. 1 :

2(1) Le lieutenant-gouverneur peut nommer parmi les membres du Conseil exécutif, sous le grand sceau de la province, les ministres suivants qui exercent leurs fonctions à titre amovible : un président du Conseil exécutif, un procureur général qui est également ministre de la Justice, un ministre de la Sécurité publique, un ministre des Finances, un ministre de l'Approvisionnement et des Services, un ministre des Transports, un ministre des Ressources naturelles et de l'Énergie, un ministre de l'Agriculture, des Pêches et de l'Aquaculture, un ministre de la Santé et du Mieux-être, un ministre des Services familiaux et communautaires, un ministre de la Formation et du Développement de l'emploi, un ministre de l'Éducation, un ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux, un ministre des Entreprises Nouveau-Brunswick, un ministre des Investissements et des Exportations et un ministre des Affaires intergouvernementales.

An Act to Amend the Executive Council Act, S.N.B. 2000, c. 26, s. 2(10):

2(10) Where in any Act, other than this Act, or in any regulation, rule, order, by-law, agreement or other instrument or document, reference is made to the Solicitor General, Deputy Solicitor General or the Department of the Solicitor General, it shall be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the Minister, Deputy Minister or Department of Public Safety.

Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif, L.N.-B. 2000, ch. 26, par. 2(10) :

2(10) Sauf indication contraire du contexte, les renvois au Solliciteur général, au Solliciteur général adjoint ou au ministère du Solliciteur général dans une loi, autre que la présente loi, ou dans un règlement, une règle, un décret, un arrêté, un accord ou un autre instrument ou document doivent s'entendre comme des renvois au ministre, au sous-ministre ou au ministère de la Sécurité publique.

DESCHÊNES J.A.

[1] In a decision reported at (2007), 317 N.B.R. (2d) 272, 2007 N.B.J. No. 113 (QL), 2007 NBQB 118, a judge of the Court of Queen's Bench, sitting as a summary conviction appeal court judge (the appeal judge), dismissed Allain J. Paquet's appeal against his conviction for having operated a motor vehicle on August 24, 2002 while the concentration of alcohol in his blood exceeded 80 milligrams of alcohol in 100 millilitres of blood, contrary to s. 253(b) of the *Criminal Code*, R.S.C. 1985, c. C-46. Mr. Paquet is seeking leave to appeal the decision pursuant to s. 839(1) of the *Criminal Code*. He raises four grounds of appeal, two of which relate to the same point:

[TRANSLATION]

- (a) The Court erred in law in finding that Officer Yanick Soucy had reasonable grounds to believe that the accused was committing an offence contrary to s. 253 of the [*Criminal Code*] and to demand that the accused provide a breath sample.
- (b) The Court erred in law in holding that it was well settled in New Brunswick that the Minister of Public Safety served as Solicitor General for the Province of New Brunswick.
- (c) The Court erred in law in holding that the New Brunswick Minister of Public Safety had the power under s. 254(1) of the [*Criminal Code*] to designate a person as a qualified technician, qualified to operate an approved instrument.
- (d) The Court erred in law in holding that the accused had failed to adduce evidence to the contrary in order to rebut the presumptions of identity and accuracy under s. 258(1)(c), (d.1) and (g) of the [*Criminal Code*].

[2] With respect to grounds of appeal (a) and (d), we believe that they are without merit for the reasons given by the appeal judge.

[3] With respect to grounds of appeal (b) and (c), it is sufficient to note that the certificate of the qualified technician prepared in August 2002 by Officer LeBlanc as evidence of the concentration of alcohol in the appellant's blood shows that the designation of qualified technician was signed in March 2002 by the Minister of Public Safety of New Brunswick. However, a qualified technician pursuant to s. 254(1) of the *Criminal Code* can only be "a person designated by the Attorney General as being qualified to operate an approved instrument". *Attorney General* is defined in s. 2 of the *Criminal Code* as "the Attorney General or Solicitor General of the province in which those proceedings are taken and includes his or her lawful deputy".

[4] The appellant argues that the designation of Officer LeBlanc by the Minister of Public Safety is not valid, and that, as a result, the certificate of the technician is inadmissible since the designation of qualified technician was not signed by the Attorney General, nor by the Solicitor General of the Province of New Brunswick, as provided for under s. 254(1) of the *Code*.

[5] However, *An Act to Amend the Executive Council Act*, S.N.B. 2004, c. 32, proclaimed on July 15, 2004, provides essentially that the Minister of Public Safety is also Solicitor General, that where reference is made to the Solicitor General in any Act of the Parliament of Canada, it shall be read as a reference to the Minister of Public Safety in his or her capacity as Solicitor General, and that any act done by the Minister of Public Safety in the exercise of any function or responsibility transferred to or vested in him/her in that capacity with respect to any Act of the Parliament of Canada shall be deemed to constitute a valid exercise of the function or responsibility transferred to or vested in the Minister of Public Safety in his or her capacity as Solicitor General. Finally, the *Act* is deemed to have come into force on April 1, 2000 (see Appendix "A" for a reproduction of the *Act* in its entirety).

[6] On this particular point, I share the following view of the appeal judge:

[TRANSLATION]

¶ 70 I will now turn to the argument that s. 1 of *An Act to Amend the Executive Council Act*, S.N.B. 2004, whereby the “Minister of Public Safety” also becomes “Solicitor General”, shows that for a period of four years, i.e., between April 1, 2000, and July 15, 2004, no one was acting as Solicitor General in New Brunswick.

¶ 71 No evidence was presented as to why the Legislature adopted this provision. The appellant argues that it is doubtful that the Province of New Brunswick would have decided to amend the definition of Minister of Public Safety for no particular reason, except for the argument the appellant has made in this case.

¶ 72 I would emphasize that Mr. Paquet’s argument challenging the validity of the designation was made on March 2, 2004. The Provincial Court Judge’s decision on this matter was delivered on July 26, 2004, i.e., eleven days after the proclamation of the amendment. Although the trial judge’s decision contains no reference to this *Act*, he had to take judicial notice of it. In fact, the issue of what this amendment means was raised for the first time at the hearing of this appeal.

¶ 73 In my opinion, one could just as well conclude that the Legislature’s intent in enacting this amendment was to clarify any doubt regarding the scope of the New Brunswick Minister of Public Safety’s duties. The Legislature might have acted with excess caution in expressly stating that in New Brunswick the Minister of Public Safety also serves as Solicitor General.

¶ 74 I am also of the opinion that s. 2(1) as amended could be considered a procedural provision rather than one of substance, resulting in a retroactive interpretation. Because of s. 5, however, this distinction loses its importance. This section provides that s. 1 amending s. 2(1) is retroactive. This provision constitutes an exception to the principle of retroactivity, where it is presumed that legislation does not operate retroactively. (Gisèle Côté-Harper, Antoine D. Manganas and Jean Turgeon, *Droit pénal canadien*, 3rd Edition, Cowansville (QC), Yvon Blais, 1989, at p. 69.)

¶ 75 Accordingly, the interpretation that was given to s. 2(10) is not as significant, given that s. 1 clearly amends s. 2(1), by stating that the Minister of Public Safety is also Solicitor General and this is the case since April 1, 2000.

[7] In addition to the proclamation of this *Act* in July 2004, I believe it is helpful to add that the Solicitor General of the Province of New Brunswick was in fact replaced in 2000 by the Minister of Public Safety through an amendment to the *Executive Council Act*, R.S.N.B. 1973, c. E-12. Section 1 of *An Act to Amend the Executive Council Act*, S.N.B. 2000, c. 26, lists a Minister of Public Safety without mentioning the Solicitor General among the members of the Executive Council. Furthermore, s. 2(10) of the same *Act* provides that where in any Act, regulation, rule, order, by-law, agreement or other instrument or document, reference is made to the Solicitor General, it shall be read as a reference to the Minister of Public Safety (See Appendix “B”).

[8] In my view, the Legislature, by way of the above-mentioned s. 2(10), unarguably intended to vest in the Minister of Public Safety the powers and responsibilities which previously were vested in the Solicitor General of the Province. As a result, it can be said that from that moment on, the Minister of Public Safety was also acting as Solicitor General for the purposes of s. 254(1) of the *Criminal Code*, despite the change of title. On this particular point, I adopt the words of the Ontario Court of Appeal in *R. v. Spanos*, [2007] O.J. No. 1197 (QL), 2007 ONCA 241, which I take the liberty of reproducing, in part only:

¶7 Parliament delegated to provincial Attorneys General and Solicitors General the power to designate qualified technicians under s. 254(1) of the *Criminal Code*. The *Code* does not specify which official holds the office of Solicitor General; instead, that person is properly identified by reference to provincial legislation. [...]

¶8 [...] The Order in Council assigning and transferring the powers of the Solicitor General to the Minister of Public Safety and Security did nothing more than change the title of the official responsible for carrying out the duties of the Solicitor General. In substance, the successor Ministers

were and are the Solicitor General for the purposes of s. 254(1) of the *Criminal Code*.

¶9 This interpretation accords not only with the provisions of the federal and provincial *Interpretation Acts* but also with general principles of statutory interpretation, and common sense. The interpretation contended for by the appellant leads to the absurd result that the person charged with performing the duties of the Solicitor General would be disqualified from so doing simply by virtue of a change in title.

[9] Clearly, the transfer of the Solicitor General's responsibilities and powers to the Minister of Public Safety of New Brunswick, and the necessary change of title, were effected through the above-mentioned legislative amendments, but the principles set out in *Spanos* nonetheless remain applicable in this case.

[10] For these reasons, I would allow the application for leave to appeal, but I would dismiss the appeal.

APPENDIX "A" / ANNEXE « A »

The *Executive Council Act*, R.S.N.B. 1973, amended by S.N.B. 2004, c. 32, proclaimed on July 15, 2004:

CHAPTER 32 An Act to Amend the Executive Council Act

Assented to June 30, 2004

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

1 Subsection 2(1) of the *Executive Council Act*, chapter E-12 of the Revised Statutes, 1973, is amended by striking out "a Minister of Public Safety" and substituting "a Minister of Public Safety who shall also be Solicitor General".

Transitional Provisions

2 Where in any Act of the Legislature, other than this Act, or any Act of the Parliament of Canada or in any regulation, statutory instrument, rule, order, by-law, agreement or other instrument or document, reference is made to the Solicitor General, Deputy Solicitor General or the Department of the Solicitor General in relation to the Province of New Brunswick, it shall be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the Minister of Public Safety in his or [her] capacity as Solicitor General, the Deputy Minister of Public Safety in his or her capacity as Deputy Solicitor General or the Department of Public Safety in its role as the Department of the Solicitor General.

3(1) Any act or thing done from April 1, 2000, to the date of the enactment of this section, inclusive, by the Minister of Public Safety in his or her capacity as Solicitor General and in the exercise or

La *Loi sur le Conseil exécutif*, L.R.N.-B. 1973, mod. par L.N.-B. 2004, ch. 32, proclamée le 15 juillet 2004 :

CHAPITRE 32 Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif

Sanctionnée le 30 juin 2004

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète :

1 Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur le Conseil exécutif*, chapitre E-12 des Lois révisées de 1973, est modifié par la suppression de « un ministre de la Sécurité publique » et son remplacement par « un ministre de la Sécurité publique qui est également solliciteur général ».

Dispositions transitoires

2 Sauf indication contraire du contexte, les renvois au solliciteur général, au solliciteur général adjoint ou sous-solliciteur général ou au ministère du Solliciteur général relativement à la province du Nouveau-Brunswick dans une loi de la Législature, autre que la présente loi, ou dans une loi du Parlement du Canada ou dans un règlement, un texte réglementaire, une règle, un décret, un arrêté, un accord ou un autre instrument ou document doivent s'entendre comme des renvois au ministre de la Sécurité publique en sa qualité de solliciteur général, au sous-ministre de la Sécurité publique en sa qualité de solliciteur général adjoint ou sous-solliciteur général, ou au ministère de la Sécurité publique dans son rôle de ministère du Solliciteur général.

3(1) Tout acte ou toute chose accompli entre le 1^{er} avril 2000 et la date d'édition du présent article inclusivement par le ministre de la Sécurité publique en sa qualité de

performance or intended exercise or performance of any right, power, duty, function, responsibility or authority transferred to, vested in or imposed on him or her in that capacity with respect to any Act of the Legislature or the Parliament of Canada, or any particular matter or thing under his or her administration, supervision or control

(a) shall be deemed to have been done by a person validly appointed to perform the right, power, duty, function, responsibility or authority transferred to, vested in or imposed on the Minister of Public Safety in his or her capacity as Solicitor General,

(b) shall be deemed to constitute a valid exercise or performance of the right, power, duty, function, responsibility or authority transferred to, vested in or imposed on the Minister of Public Safety in his or her capacity as Solicitor General, and

(c) is confirmed and ratified.

3(2) Nothing in paragraphs (1)(a) and (b) shall be taken as providing any indication that any right, power, duty, function, responsibility or authority transferred to, vested in or imposed on the Minister of Public Safety in his or her capacity as Solicitor General was not validly exercised or performed by him or her.

4 No action, application or any other proceeding to question or in which is questioned the validity of the appointment of the Minister of Public Safety or his or [her] authority to act in his or her capacity as Solicitor General, shall lie or be instituted against the Crown in right of the Province or the Minister of Public Safety with respect to any act or thing done from April 1, 2000, to the date of the enactment of this section, inclusive, by that Minister in the exercise or performance or

solliciteur général et dans l'exécution ou l'exercice réel ou présumé de tout droit, tout pouvoir, toute obligation, toute fonction, toute responsabilité ou toute autorité qui lui a été transmis, conféré ou imposé en cette qualité relativement à toute loi de la Législature ou du Parlement du Canada ou à toute matière ou chose particulière sous son administration, sa surveillance ou son contrôle

a) est réputé avoir été accompli par une personne nommée valablement pour exécuter le droit, le pouvoir, l'obligation, la fonction, la responsabilité ou l'autorité transmis, conféré ou imposé au ministre de la Sécurité publique en sa qualité de solliciteur général,

b) est réputé constituer un exercice ou une exécution valide du droit, du pouvoir, de l'obligation, de la fonction, de la responsabilité ou de l'autorité transmis, conféré ou imposé au ministre de la Sécurité publique en sa qualité de solliciteur général, et

c) est confirmé et ratifié.

3(2) Rien aux alinéas (1)a) et b) ne peut être interprété comme une indication qu'un droit, un pouvoir, une obligation, une fonction, une responsabilité ou une autorité qui a été transmis, conféré ou imposé au ministre de la Sécurité publique en sa qualité de solliciteur général n'a pas été exercé ou exécuté valablement par lui.

4 Sont irrecevables les actions, requêtes ou autres instances mettant en question ou dans lesquelles sont contestées soit la validité de la nomination du ministre de la Sécurité publique ou son autorité pour agir en qualité de solliciteur général, introduites contre la Couronne du chef de la province ou le ministre de la Sécurité publique, relativement à tout acte ou toute chose accompli par ce ministre entre le 1^{er} avril 2000 et la date d'édition du présent article

intended exercise or performance of any right, power, duty, function, responsibility or authority transferred to, vested in or imposed on him or her in his or her capacity as Solicitor General with respect to any Act of the Legislature or the Parliament of Canada, or any particular matter or thing under his or her administration, supervision or control if he or she acted in good faith in doing the act or thing.

Deeming Provision

5 This Act shall be deemed to have come into force on April 1, 2000.

Commencement

6 This Act comes into force on a day to be fixed by proclamation.

inclusivement dans l'exécution ou l'exercice réel ou présumé de tout droit, tout pouvoir, toute obligation, toute fonction, toute responsabilité ou toute autorité qui lui a été transmis, conféré ou imposé en sa qualité de solliciteur général relativement à toute loi de la Législature ou du Parlement du Canada, ou à toute matière ou chose particulière sous son administration, sa surveillance ou son contrôle s'il a agi de bonne foi en accomplissant l'acte ou la chose.

Présomption

5 La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2000.

Entrée en vigueur

6 La présente loi entre en vigueur à la date fixée par proclamation.

APPENDIX “B” / ANNEXE « B »

The *Executive Council Act*, R.S.N.B. 1973, s. 2(1), as amended by S.N.B. 2000, c. 26, s. 1:

2(1) The Lieutenant-Governor may appoint, under the Great Seal of the Province, from among the members of the Executive Council the following Ministers who shall hold office during pleasure: a President of the Executive Council, an Attorney General who shall also be the Minister of Justice, a Minister of Public Safety, a Minister of Finance, a Minister of Supply and Services, a Minister of Transportation, a Minister of Natural Resources and Energy, a Minister of Agriculture, Fisheries and Aquaculture, a Minister of Health and Wellness, a Minister of Family and Community Services, a Minister of Training and Employment Development, a Minister of Education, a Minister of the Environment and Local Government, a Minister of Business New Brunswick, a Minister of Investment and Exports and a Minister of Intergovernmental Affairs.

La *Loi sur le Conseil exécutif*, L.R.N.-B. 1973, par. 2(1), mod. par L.N.-B. 2000, ch. 26, art. 1 :

2(1) Le lieutenant-gouverneur peut nommer parmi les membres du Conseil exécutif, sous le grand sceau de la province, les ministres suivants qui exercent leurs fonctions à titre amovible : un président du Conseil exécutif, un procureur général qui est également ministre de la Justice, un ministre de la Sécurité publique, un ministre des Finances, un ministre de l'Approvisionnement et des Services, un ministre des Transports, un ministre des Ressources naturelles et de l'Énergie, un ministre de l'Agriculture, des Pêches et de l'Aquaculture, un ministre de la Santé et du Mieux-être, un ministre des Services familiaux et communautaires, un ministre de la Formation et du Développement de l'emploi, un ministre de l'Éducation, un ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux, un ministre des Entreprises Nouveau-Brunswick, un ministre des Investissements et des Exportations et un ministre des Affaires intergouvernementales.

An Act to Amend the Executive Council Act, S.N.B. 2000, c. 26, s. 2(10):

2(10) Where in any Act, other than this Act, or in any regulation, rule, order, by-law, agreement or other instrument or document, reference is made to the Solicitor General, Deputy Solicitor General or the Department of the Solicitor General, it shall be read, unless the context otherwise requires, as a reference to the Minister, Deputy Minister or Department of Public Safety.

Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif, L.N.-B. 2000, ch. 26, par. 2(10) :

2(10) Sauf indication contraire du contexte, les renvois au Solliciteur général, au Solliciteur général adjoint ou au ministère du Solliciteur général dans une loi, autre que la présente loi, ou dans un règlement, une règle, un décret, un arrêté, un accord ou un autre instrument ou document doivent s'entendre comme des renvois au ministre, au sous-ministre ou au ministère de la Sécurité publique.